



Universiteit
Leiden
The Netherlands

**Dot, Commerce et Contrebande: Strategies
d'accumulation chez les femmes "islamisées" de Mokolo.**

Santen, J.C.M. van

Citation

Santen, J. C. M. van. (1993). Dot, Commerce et Contrebande: Strategies d'accumulation chez les femmes "islamisées" de Mokolo. *P.geschiere En P.konings (Eds.), Itinéraire D'accumulation Au Cameroun*, 301-334.
Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/4105>

Version: Not Applicable (or Unknown)

License:

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/4105>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

**Dot, commerce et contrebande:
stratégies d'accumulation chez les femmes
"islamisées" de Mokolo¹**

José van Santen

La vie des femmes mafa à Mokolo, petite ville des monts Mandara du nord du Cameroun, a profondément changé depuis leur conversion à l'islam. Dans cette région, l'expansion de l'islam est liée à l'hégémonie politique du peuple foulbé. "Islamiser" y signifie adopter des traits culturels foulbé. Un de ces traits est le système complexe d'échange de cadeaux de mariage. Chez les Mafa, la dot est l'affaire des hommes. Mais chez les Foulbé, l'acquisition des cadeaux de mariage est presque entièrement le devoir des femmes. Ainsi, la femme mafa, en adoptant l'islam, est confrontée à un problème complètement nouveau. Elle se trouve dans l'obligation d'accumuler du capital d'une façon ou d'une autre afin de participer aux échanges lors des mariages. Elle ne doit pas seulement contribuer aux mariages de ses propres enfants mais aussi à ceux des enfants de ses soeurs, de ses frères et de ses amies, qui l'aideront à leur tour. Ce n'est qu'en prenant part à ces échanges qu'elle peut être acceptée par la communauté musulmane. Chez les Foulbé, une femme peut en principe répondre à ces obligations grâce au bétail qu'elle possède. Mais les femmes mafa islamisées ne possèdent pas de bêtes. Elles doivent donc trouver d'autres façons d'accumuler de l'argent et de participer aux réseaux d'échanges du monde musulman.

Le but de ce chapitre est d'analyser comment les femmes mafa islamisées essayent de résoudre ce problème. Nous verrons qu'elles ont su créer des réseaux d'accumulation informels qui sont plus ou moins en dehors de l'Etat, avec notamment les nouvelles possibilités de contrebande - la ville de Mokolo se situe près de la frontière du

¹Plusieurs collègues m'ont apporté leur aide pour ce chapitre. D'abord je voudrais sincèrement remercier M. Roch L. Mongbo pour ses commentaires stimulants et sa traduction de ce texte en français. En outre j'ai profité des remarques critiques des membres du "Ph.D.-seminar" de l'Université d'Utrecht et de M. Piet Konings et Peter Geschiere.

Nigéria -, grâce auxquelles leurs efforts d'accumulation ne sont pas restés vains.

Des interprétations récentes de la relation entre Etat et société en Afrique postcoloniale peuvent aider à mieux situer notre sujet. Selon Mbembe, l'économie en Afrique est, moins qu'ailleurs, une sphère autonome, étant donné qu'elle est structurée par un marché enchâssé dans la politique (Mbembe, 1988, p.6). Il souligne que l'Etat postcolonial n'y est pas généré par la société. Le contrôle des ressources est la raison d'être de l'Etat, mais en Afrique postcoloniale, ce contrôle ne sert pas à une accumulation productive. Le régime utilise ce contrôle plutôt pour obtenir l'allégeance des groupes sociaux. Ainsi, les ressources sont souvent distribuées de façon improductive à des clients politiques, le but principal étant d'assurer le contrôle politique.

Cette interprétation soulève certaines questions en relation avec notre sujet. Est-ce que les activités économiques des femmes de Mokolo correspondent à une telle interprétation? Quelle sorte de relations existe-t-il entre elles et l'Etat?

Chazan, par contre, défend une approche centrée sur la société. Elle l'oppose à l'approche centrée sur l'Etat qui caractériserait les différentes branches des études africaines jusqu'à aujourd'hui (Chazan, 1989, p. 121). Elle souligne que les femmes en particulier ont été systématiquement négligées et sous-représentées dans les institutions centrales. Mais la marginalisation des femmes aurait souvent renforcé leur sens communautaire. Les femmes, peut-être plus que toute autre catégorie sociale, auraient résisté à l'incorporation dans les nouvelles relations de domination et seraient demeurées en marge de l'Etat. Elles auraient pratiqué depuis déjà longtemps ce désengagement de l'Etat dont on a récemment tant parlé. Après tout, la distinction entre sphère publique (Etat) et sphère privée (ménage) est faite sur la base des relations entre femmes et hommes (*gender*) (Chazan, 1989: 135).

Dans le même recueil d'articles, Parpart ajoute que l'actuel déclin de l'Etat pourrait se faire en faveur des femmes. Elles ont toujours été sous-représentées dans les affaires de l'Etat, et, pourtant, les rôles qu'elles jouent demeurent cruciaux pour la survie et le fonctionnement des unités domestiques qui forment la base des Etats africains. Selon cet auteur, le fait que les femmes sont demeurées en marge de l'Etat

pourrait les rendre actuellement plus compétitives dans un contexte où l'Etat est en déclin (Parpart, 1989, p. 224).

A certains égards, ces remarques générales s'appliquent bien à la situation des femmes islamisées de Mokolo. Tout d'abord, ces femmes ont rarement pris part aux affaires de l'Etat. Les activités économiques des femmes de Mokolo se déroulent presque entièrement en dehors des circuits économiques formels. Cela est certainement le cas du petit commerce, mais aussi de la contrebande, qui peut être considérée comme une économie informelle (Chazan, 1989, p. 126). En outre, les profits des femmes sont surtout utilisés pour répondre aux obligations relatives à la dot, c'est-à-dire à des obligations domestiques. Est-ce que leur économie, contrairement à ce que dit Mbembe, est donc une sphère autonome, non contrôlée par l'Etat?

Une autre question est de savoir si les femmes, toujours restées en marge de l'Etat, se trouvent aujourd'hui vraiment dans une situation *relativement favorable* grâce au déclin de l'Etat. A cet égard, la distinction entre sphère publique et sphère privée est d'une importance particulière. Les occupations économiques des femmes mafa doivent correspondre à l'idéologie musulmane selon laquelle l'homme doit pourvoir aux besoins matériels de ses femmes et de ses enfants, tandis que la femme ne doit pas trop s'engager dans des activités en dehors de la maison. En conséquence, la femme doit trouver un compromis entre cette idéologie et les obligations matérielles - l'accumulation des cadeaux de mariage - que lui impose le système matrimonial.

Nous verrons que l'on peut se demander si Chazan et Parpart n'exagèrent pas l'écart qui sépare les activités des femmes et l'Etat: ne faut-il pas corrompre les douaniers afin de pouvoir faire de la contrebande? Il y a ici un parallèle intéressant avec l'acquisition et l'utilisation des ressources par l'Etat dans l'Afrique postcoloniale, analysées par Mbembe. Les femmes acquièrent des ressources économiques par la contrebande qu'elles redistribuent en partie pour corrompre les douaniers afin de pouvoir continuer leurs activités. Ce qui soulève la question de savoir s'il s'agit ici également d'une accumulation non productive? Les femmes ne semblent pas investir leurs capitaux dans des affaires économiquement profitables. Elles doivent plutôt les redistribuer aux agents de l'Etat ou les utiliser pour participer aux échanges matrimoniaux.

Le présent chapitre commence par une petite revue des changements historiques. L'accent est mis sur les changements dans les échanges matrimoniaux, étant donné que ceux-ci sont au coeur des affaires économiques des femmes.

Mokolo: le développement d'une communauté musulmane dans la région mafa

Les Mafa sont l'un des nombreux groupes ethniques qui peuplent les monts Mandara dans l'extrême-nord du Cameroun. Ils habitent tout près de la frontière nigériane. Ce sont des horticulteurs qui ont construit des terrasses sur les flancs des montagnes où ils cultivent surtout le petit mil. Chaque ménage possède en outre quelques ovins. Du point de vue politique, les Mafa constituaient un groupe décentralisé ne connaissant traditionnellement aucun pouvoir centralisé (Martin, 1970, p. 32 et 180). Depuis la conquête coloniale, beaucoup de Mafa ont abandonné ce mode de vie pour "descendre" à Mokolo, petite ville fondée par un *lamido* (chef) islamique foulbé, avec l'aide de la puissance coloniale allemande.

A partir des conquêtes d'Ousmane dan Fodio, les Foulbe étendirent leur domination politique dans le nord du Nigeria et finalement aussi dans le nord du Cameroun actuel. Cette expansion a donné naissance à l'empire du Sokoto dont, depuis 1810, la province de l'Adamaoua, l'actuel Cameroun du Nord, faisait partie (Njeuma, 1978, p. 42). A la fin du siècle dernier, les Allemands soumièrent toute cette région. A ce moment, la région mafa n'était pas encore vraiment sous domination foulbé, les Mafa n'étaient pas encore "islamisés" et Mokolo n'existait pas encore en tant que ville. Mais les conquérants allemands placèrent le pays mafa sous l'autorité du chef foulbe de Madagali (ville située de l'autre côté de la frontière actuelle du Nigéria). Cette ville continue de jouer un rôle important dans les occupations économiques de beaucoup de femmes de Mokolo.

La domination foulbé fut confirmée par les Français, qui prirent la région aux Allemands au cours de la Première Guerre mondiale. En janvier 1922, un poste militaire fut érigé à l'emplacement où les premiers musulmans venant de Madagali s'étaient installés. Ce fut la naissance de la ville de Mokolo. La ville grandit lentement, avec le

retour des anciens esclaves islamisés et l'arrivée des administrateurs nommés par les Français. Ces derniers nommèrent de nouveau un chef foulbé, donc musulman, à Mokolo, ce qui favorisa la croissance de la communauté islamique. Mais au cours des années quarante, les Mafa s'opposèrent de plus en plus à ce chef. Après de sérieux troubles, les Français nommèrent un chef mafa, à côté du chef foulbé. Mais puisque le chef mafa, qui devait s'occuper de la population non-musulmane était lui-même musulman, son installation n'arrêta pas du tout la propagation de l'islam dans la région. Tout dignitaire de la cour devait être "civilisé", ce qui voulait dire qu'il devait être converti à la "sainte religion". Comme ces nouveaux dignitaires musulmans étaient malgré tout d'origine mafa, ils étaient plus ou moins acceptés par les Mafa non-islamisés qui commencèrent à s'habituer au fait qu'ils devaient payer des impôts et qui n'essayaient plus de tuer les percepteurs avec leurs arcs et leurs flèches. Ils acceptèrent en effet de soumettre leurs conflits au *lamido* (Archives de Mokolo: Problème de commandement de Mokolo, sans date; Eldridge 1988). Ainsi, au cours des vingt dernières années, Mokolo, communauté musulmane au milieu du pays mafa s'est rapidement accrue.

La ville compte aujourd'hui environ 10.000 habitants. Selon les statistiques de 1972, 70 % de la population de Mokolo provient des environs de Mokolo (Mafa, Kapsiki, Hiné, Mabas, Mofu), et 20 % d'autres régions du nord du Cameroun ou des provinces voisines du Nigéria et du Tchad (Foulbé, Moundang, Guiziga, Mandara, Toupouri). 10 % viennent d'autres régions du Cameroun; ce sont surtout des administrateurs qui y résident temporairement (Steck, 1972). Parmi les 70 % de la population qui est originaire de la région, 60 % sont agriculteurs et cultivent des champs dans un rayon de 10 km autour de Mokolo.

Les femmes mafa et le processus d'islamisation

L'islamisation à Mokolo s'est déroulée en plusieurs étapes. Une première tranche fut constituée par d'anciens esclaves islamisés, hommes et femmes, qui furent libérés vers 1925 après la destitution de Hamman Yadjji, le premier et cruel *lamido* de Mokolo, et qui préférèrent rester à Mokolo pour y vivre au sein d'une communauté islamique.

La deuxième étape survint quand Mokolo fut reconnu comme centre politique, avec plusieurs villages sous sa juridiction. Les premières infrastructures administratives du nouveau centre furent installées vers 1930. Cela attira d'autres musulmans, de "vrais" Foulbé, mais aussi des membres d'autres groupes ethniques. Ensuite, la communauté musulmane de Mokolo s'accrut lentement. Des enfants mafa - filles comme garçons - furent adoptés par des familles islamisées, ou furent échangés contre de la nourriture.

Suite à plusieurs années de mauvaise récolte entre 1930 et 1940, de nombreux Mafa et aussi des gens d'autres groupes ethniques s'installèrent en ville. Le marché de Mokolo fut créé en 1934. Après l'indépendance (1960), les centres administratifs du Nord offrirent de nouveaux emplois, surtout pour les musulmans. A cette époque, le président du Cameroun était un Foulbé, ce qui renforça l'influence de ce groupe au niveau national. Aussi fallait-il être musulman du Nord pour avoir un emploi dans un centre administratif ou pour s'établir comme commerçant au marché. Ce fut la troisième étape de l'islamisation, qui concerna surtout les hommes. Mais après 1982, cet état de choses changea. Le nouveau président du Cameroun n'était pas musulman, et l'influence des groupes islamiques au niveau national diminua rapidement. Selon mes informateurs à Mokolo, il n'est plus nécessaire de se convertir à l'islam pour avoir un emploi dans un centre administratif ou pour ouvrir une boutique au marché. Plusieurs fonctionnaires non musulmans ont été nommés dans la région et l'actuel maire de Mokolo est un Mafa chrétien. Néanmoins, les femmes continuent de "s'islamiser".

Ailleurs, j'ai analysé plus profondément les motivations qui poussent les femmes mafa à se convertir à l'islam (van Santen, 1990). Ici, il suffit de souligner que la plupart d'entre elles adoptent l'islam de leur propre initiative, indépendamment des hommes, et très souvent à un

âge avancé, ou, comme elles le formulent "après plusieurs mariages dans la montagne". Les hommes se convertissent en général quand ils sont plus jeunes, plutôt avant le mariage. J'ai essayé de montrer que cette différence est confirmée par ce qu'on pourrait appeler une division de travail religieuse: les hommes sont responsables du bien de la société entière, tandis que les femmes sont responsables du bien de leurs enfants et de la famille maternelle.

La dot chez les Foulbé: la nécessité d'une accumulation domestique

A quelles obligations concernant la dot une femme mafa doit-elle satisfaire lorsqu'elle adopte l'islam? Plusieurs auteurs ont souligné qu'au sud du Sahara l'islam s'est africanisé et s'est adapté aux coutumes locales, beaucoup plus que dans les régions où sa propagation fut l'oeuvre des Arabes (Levtzion 1971). Les usages locaux pouvaient être maintenus, pourvu qu'ils n'entrent pas en conflit avec la loi islamique (Anderson, 1954).

A cet égard, les Foulbé, qui ont introduit l'islam dans le nord du Cameroun, constituent un exemple probant. Ces Foulbé - peuple d'origine nomade mais maintenant partiellement sédentarisé qui s'est converti à l'islam au XVIIème siècle - ont intégré plusieurs de leurs anciennes coutumes dans leur nouveau style de vie de musulmans sédentarisés. Un élément important est le système de la dot qui est lié au fait qu'autrefois les femmes possédaient du bétail.

Chez les Foulbé nomades du nord du Nigeria, une femme emporte avec elle lors de son mariage tout le bétail - jusqu'à 20 bovins - que son père lui a donné. Les bêtes seront distribuées aux futurs enfants de la femme. Lors de la naissance d'un enfant, tous les frères de la mère, qui possèdent du bétail, doivent donner un boeuf (St. Croix, 1945, p. 42). Dupire (1970) distingue pour les Woodaabe (un des groupes foulbé vivant au Niger) quatre catégories de cadeaux à l'occasion du premier mariage de la fille (*koobgal*). Les cadeaux de la première catégorie sont fournis par le groupe de la femme et consistent en animaux qui seront abattus et consommés par les deux familles lors du mariage. Nous pouvons considérer ce paiement comme un "token" (Goody, 1973, p.

16). La deuxième catégorie de cadeaux consiste en bétail, ou quelque chose d'équivalent, qui est "attaché à la femme et à sa case". Le jour où le dernier taureau donné par le groupe de la femme est consommé par les deux familles, les représentants du fiancé offrent aux représentants de la fiancée du bétail qui provient du troupeau du fiancé et qui sera utilisé par les futurs époux. La femme en aura l'usufruit. Il est difficile de trouver des concepts pour désigner de façon convenable ces catégories de cadeaux. Il ne s'agit pas d'un vrai trousseau, parce que les bêtes ne sont finalement pas pour la femme mais pour ses enfants à venir. Nous le désignerons donc sous son appellation foulbé: *sadaaki*².

La troisième catégorie est constituée par les cadeaux de la famille de la fiancée aux parents du fiancé. C'est en quelque sorte l'opposé d'une dot. En anglais, on pourrait parler de "groomwealth" (litt. "prix pour le marié") parce qu'ici les parents du marié sont dédommagés, tandis que, dans la plupart des sociétés africaines, ce sont les parents de la mariée qui reçoivent la dot. La quatrième catégorie de cadeaux est donnée par la famille du fiancé à celle de la fiancée. Mais ces cadeaux reviennent finalement au jeune couple, qui doit les utiliser pour s'installer. Nous pourrions parler de "dot indirecte" puisque les parents de la fiancée reçoivent ces cadeaux mais doivent les passer au couple. Lorsqu'elle retourne chez son mari, après avoir accouché de son premier enfant chez ses propres parents, la jeune épouse reçoit un trousseau de sa propre famille, qui consiste en ustensiles de cuisine nécessaires pour traiter le lait mais aussi en quelques cadeaux pour sa belle famille (Dupire, 1970, p. 25)³.

On peut en effet conclure qu'il s'agit d'un système très complexe⁴. Dupire fait remarquer que les deux premières catégories deviennent

²A ne pas confondre avec le terme arabe "sadaq" indiquant un don fait exclusivement à la mariée et qui ne fait pas partie d'un système plus large d'échanges entre les deux familles.

³Chez les Foulbé, la coutume impose qu'une femme retourne chez sa mère au cours du septième mois de sa grossesse. Elle ne rentre dans la famille de son mari que six mois après et le mari doit venir la chercher. Chez les nomades, le premier enfant était même souvent élevé dans la famille de sa mère et cette dernière pouvait y rester pour une période plus longue. A Mokolo, il est toujours habituel parmi les Foulbé qu'une femme accouche de son premier enfant dans la maison de sa mère. Mais les femmes mafa islamisées ne peuvent pas suivre cette coutume, parce que leurs parents n'ont en général pas adopté l'islam, et on ne peut donc pas respecter les préceptes islamiques lorsque l'on vit chez eux.

⁴Suivant Goody (1973), la dot (*bridewealth*) est surtout importante dans les sociétés d'éleveurs de la savane; mais elle serait d'une moindre importance dans les régions

moins importantes après l'adoption de l'islam. En général, les Foulbé sédentarisés possèdent moins de bétail. Mais la plupart des Foulbé citadins ont quelques bêtes qu'ils placent chez des bergers (*gaynaabe*). Aussi l'élevage ne joue-t-il plus guère de rôle dans leur vie quotidienne: par exemple, les femmes foulbé sédentarisées ne traient plus les vaches. Plusieurs d'entre elles possèdent toutefois du bétail qui provient de leurs cadeaux de mariage. Nous avons mentionné plus haut qu'une grande partie de ce bétail était destinée à leurs enfants. Ce système persiste chez les Foulbé sédentarisés, jusqu'à aujourd'hui. Les femmes investissent leur bétail dans la dot de leurs propres filles et de leurs proches parentes et amies. Evidemment, par manque de pâturage de nombreux Foulbé sédentaires n'ont plus la possibilité de garder du bétail. Plusieurs groupes sont même contraints à pratiquer l'agriculture. D'autres se marient et se mêlent à d'autres groupes islamisés. Mais le système compliqué d'échanges de cadeaux lors d'un mariage - même s'il ne s'agit plus de bêtes - persiste.

A Mokolo, le bétail ne joue maintenant plus guère de rôle dans les échanges matrimoniaux. Néanmoins, il est évident que d'importantes quantités de biens matériels et d'argent circulent à l'occasion d'un mariage, entre la famille du fiancé et celle de la fiancée. Et la plupart de ces dépenses sont à la charge des femmes.

Les biens échangés ne peuvent certainement pas être considérés comme des "signes" (*tokens*) purement symboliques. Il s'agit de sommes d'argent très importantes, surtout par rapport aux revenus des gens. Comme les échanges sont très complexes, il n'est pas facile de faire le calcul exact de tous les frais. On peut toutefois estimer qu'un mariage relativement simple peut occasionner des dépenses s'élevant à 500.000 FCFA. Un riche mariage pourrait même coûter jusqu'à 2.000.000 FCFA. Dans mes notes de terrain, j'ai écrit, après avoir assisté au énième mariage: "Mais d'où provient l'argent nécessaire à toutes ces dépenses?"

islamiques. Néanmoins, dans la société foulbé, on trouve toutes sortes d'échanges lors d'un mariage sauf la forme classique de la dot (*bridewealth*): le père du mari ne donne pas d'argent, ou autre chose, au père de la mariée; ce dernier ne reçoit pas de dot qu'il pourrait utiliser pour "acheter" d'autres femmes pour lui-même ou pour ses fils. L'argent que la famille du mari donne n'est utilisé que pour installer la mariée dans sa nouvelle maison.

Comment accumuler les cadeaux de mariage? Agriculture, islamisation et commerce

L'agriculture des Mafa est tout d'abord orientée vers l'autosubsistance. Hormis le petit mil, le produit principal, ils cultivent arachides, haricots, "chien dents" (un légume), sésame, pois, patates douces, pommes de terre et différentes sortes de légumes locaux. Au cours de la période coloniale, les paysans ont commencé à cultiver autour de la ville des légumes tels que salade, carottes, choux, haricots verts et tomates pour les vendre aux Blancs. En conséquence, il est devenu courant pour les musulmans aussi de consommer des légumes, surtout lors d'occasions spéciales comme les mariages et les fêtes religieuses.

Les arachides et, à une moindre échelle, le petit mil se vendaient déjà depuis longtemps. Plus récemment, les Mafa ont commencé à vendre également des haricots et d'autres légumes, de la viande, de la canne à sucre et des oeufs. Il existe d'autres produits marchands, comme le bois, et les produits artisanaux tels que pots, cordes et nattes. Les femmes mafa vendent également de la bière de mil, que l'on boit en grande quantité, surtout les jours de marché. A maints égards, la division du travail entre les hommes et les femmes n'est pas très stricte chez les Mafa. Le petit mil est cultivé aussi bien par les hommes que par les femmes. Néanmoins, certaines cultures sont exclusivement du domaine des femmes, par exemple les légumes utilisés dans les sauces comme les haricots et les "chien dents".

Autrefois, les Mafa faisaient peu de commerce. Sous le régime colonial, on vendait des arachides afin de pouvoir payer les taxes mais pendant longtemps les taxes étaient toujours réglées en nature (Mokolo Archives: Rapport du Capitaine Vallin 4 Avril 1930; Rapport de Tournée de Lieutenant Laroussinie, 1937). Un rapport de 1972 signale que les hommes et les femmes se rendaient au marché chaque mercredi. Mais 75 % des femmes y allaient pour vendre contre seulement 55 % des hommes (Steck, 1972, p. 298). Jusqu'à une date récente, la participation des femmes mafa au commerce est restée tout de même restreinte. Elles allaient au marché de Mokolo surtout pour vendre leurs propres produits et ensuite elles rentraient chez elles. Par contre, le

"vrai" commerce - acheter des produits pour les revendre - était détenu par les Foulbé et les Mafa islamisés, pour qui j'utiliserai le terme musulman(e)s. Il y avait donc une nette distinction entre la participation des femmes mafa et celle des musulmanes au marché. Par leurs activités commerciales, ces dernières n'étaient pas seulement engagées dans le marché, mais aussi dans un système monétaire. Ainsi, elles devenaient plus conscientes des choses qu'elles pouvaient s'offrir avec de l'argent. Depuis peu, cette distinction tend à s'affaiblir. Nous reviendrons sur ce point à la fin du présent article.

Au marché, certains produits comme les pommes de terre, les oignons, les arachides ou le petit mil sont surtout achetés par des commerçants musulmans masculins pour les revendre, soit plus tard dans le même marché lorsque les prix ont monté, soit dans d'autres marchés. Par contre, le commerce d'autres produits, comme le piment ou les légumes, et la transformation de plusieurs produits sont monopolisés par les femmes musulmanes. Elles achètent par exemple des arachides pour les transformer en huile et en bâtonnets d'arachide (*bakurum*) ou des piments pour les moultre, ou des oeufs crus pour les revendre cuits, etc. Ainsi elles réussissent à faire du bénéfice.

Il y a donc une grande différence entre les activités économiques des femmes mafa et celles des femmes islamisées. Il en est de même pour les relations à l'intérieur du ménage. Les femmes mafa doivent utiliser leurs revenus pour subvenir aux dépenses quotidiennes. Elles insistent sur le fait que pour elles le ménage est une unité (Dwyer et Bruce, 1988). Chaque femme a son propre grenier pour le stockage du petit mil destiné à la consommation, mais les revenus de la vente des produits agricoles sont gérés en commun.

L'organisation du ménage musulman est très différente. Ousmane dan Fodio, le fameux fondateur de l'empire du Sokoto, a laissé des documents écrits qui concernent la position de la femme dans la religion musulmane. Il y insiste sur le fait que l'homme a l'obligation de pourvoir aux besoins de ses femmes. Il écrit :

"Une autre pratique est celle des hommes qui restent à la maison pendant que leurs femmes vont au marché où elles se battent et frottent leurs épaules contre celles des hommes. Ceci constitue une imitation des Européens et est interdit aux *ijma*."

Mais il a aussi écrit qu'on autorise la femme à sortir pour son instruction, si son mari n'est pas capable de le faire lui-même. Les femmes devaient suivre en tout cas une éducation religieuse mais elles devaient avoir aussi une solide instruction sur les transactions commerciales (Ogunbiyi, 1969).

La première déclaration d'Ousmane dan Fodio implique qu'un homme ne doit pas vivre du travail de ses femmes. Si elles pratiquent l'agriculture - chose rare chez les Foulbé -, les récoltes doivent leur revenir. Mais chez les "vrais" Foulbé, même lorsqu'ils sont obligés de faire de l'agriculture, il n'arrive presque jamais que les travaux des champs soient effectués par les femmes.

A Mokolo, peu de femmes musulmanes ont accès à la terre. A cet égard, les différentes étapes du processus d'islamisation jouent encore un rôle. Les anciens esclaves libérés qui retournèrent à Mokolo parce qu'ils voulaient rester dans une communauté musulmane - la première tranche musulmane à Mokolo - ont obtenu des terres qu'ils ont laissées à leurs enfants. Mais les enfants adoptifs ou les jeunes femmes qui sont venus plus tard en ville pour y étudier ou pour vivre auprès d'un parent n'ont souvent pas eu accès à la terre. Pour les femmes, il dépend de leur mari qu'elles puissent cultiver plus tard dans leur vie. Quelques brefs exemples peuvent donner une idée des différences à sujet. Il s'agit des ménages de deux vieux frères mafa, autrefois adoptés par un *lamido* de Mokolo et ensuite islamisés, qui grandirent à la cour et qui font de l'agriculture, aujourd'hui encore. Malgré l'idéologie islamique selon laquelle un homme doit pourvoir aux besoins de ses épouses, nous verrons que les femmes de ces ménages se cherchent toutes sortes d'activités économiques qui pourraient rapporter de l'argent. Il est rare de trouver une femme qui se contente uniquement de ses activités domestiques. La plupart des femmes font du commerce ou fabriquent des ustensiles de cuisine qu'elles vendent. Il est plus exceptionnel qu'elles travaillent aux champs. Mais si elles le font, elles peuvent vendre leurs produits et garder les revenus pour elles.

Un des frères me racontait:

"Lorsque nous vivions à la cour, nous ne cultivions pas. Mais quand mon frère a grandi et s'est marié (il avait travaillé à la mission catholique pour gagner de l'argent et épouser une fille mafa islamisée - JvS), nous avons cherché les champs qui appartenaient à mon père et nous avons commencé à les cultiver."

A côté de l'agriculture, son frère travaille comme gardien de nuit en ville. Il a épousé beaucoup de femmes et divorcé la plupart: "Elles étaient si nombreuses que je ne me rappelle plus le nombre." Quand je fréquentais sa famille, il avait quatre femmes. La première était une femme mafa islamisée, qu'il avait épousée vingt ans plus tôt, mais qui, depuis peu, vivait seule. Elle m'a expliqué:

"Avant de connaître mon mari, je vivais avec une tante à Kosa. Ma tante m'avait déjà appris qu'il valait mieux prier. Alors, quand j'ai rencontré cet homme, j'ai commencé à prier. Jusqu'à ce jour, mon père et mes frères sont demeurés des païens. Maintenant, Baaba Isa - (c'est le nom fulfulde de son mari)⁵ - me rembourse les aliments que j'achète et il me donne des habits. Je connais les champs qu'il a mais je n'y travaille jamais. Je tisse des couvertures de laine que les femmes musulmanes utilisent pour embellir leurs maisons. Je l'ai appris des femmes foulbé et c'est ainsi que je gagne de l'argent."

Elle a un fils qui est instituteur dans une autre ville, mais qui habite régulièrement dans la case de son père. Il a récemment épousé une femme mafa islamisée, dont les parents sont demeurés païens.

La plus jeune femme du frère a deux enfants. Pendant sa jeunesse elle a vécu dans la montagne avec son père car ses parents étaient divorcés. A l'âge de 16 ans, elle est venue vivre avec sa mère qui avait adopté l'islam après deux mariages successifs dans la montagne. Lorsque la jeune femme eu vécu quelque temps avec sa mère, elle commença, elle aussi, à prier.

"Mon père n'était pas d'accord, parce que j'avais refusé d'épouser l'homme qu'il avait choisi pour moi dans la montagne. Mais après que je sois devenue musulmane, mon mari actuel m'a demandée en mariage. A ce moment, mon père était fortement endetté et il a donc demandé une grosse somme d'argent. Mon

⁵Nous parlions toujours le foulfouldé, jamais le mafa.

mari a payé, et alors mon père a accepté que je commence à prier. Quant au travail dans les champs, j'y vais parfois, mais uniquement pour cultiver des arachides. Non, pas pour mon mari, mais pour moi-même, dans les champs que j'ai visités, l'autre jour avec toi. Tu te rappelles que nous avons cueilli des goyaves pour les vendre? Nous faisons des travaux comme ça. Par contre, les femmes foubé ne cultivent jamais pour leurs maris."

En effet, j'avais été assez surprise à cette occasion. Mes compagnes, des femmes convenablement habillées, en musulmanes de la ville, enlevèrent leurs pagnes, dès que nous fûmes arrivées aux champs, pour grimper dans les arbres et cueillir des fruits qu'elles vendraient plus tard dans la rue devant leur case.

Très souvent, les femmes qui ont adopté l'islam préfèrent abandonner les durs travaux des champs, comme par exemple la première femme de Baaba Isa ci-dessus. En outre, il arrive souvent qu'elles ne puissent pas obtenir de terres de leur mari. Un autre exemple peut illustrer cette ambiguïté.

La mère de la jeune épouse citée ci-dessus est une femme très dynamique. Elle se montrait très consciente des raisons pour lesquelles elle avait adopté l'islam et de tous les changements qui s'étaient ensuivis. Elle avait des idées précises sur les possibilités économiques de sa situation. Elle me disait:

"Ah, Daada Reinout - (c'est-à-dire Mère de Reinout, le nom de mon fils) - je veux faire du commerce pour gagner de l'argent, je vais acheter mon propre lopin de terre et je vais y construire ma propre maison. Ensuite, j'aimerais bien avoir quelqu'un à côté de moi avec qui je pourrais parler (son mari). Et si un jour je meurs, ma fille, la mère de Harouna, pourra hériter de mon commerce et de ma maison. Ainsi, s'il arrive qu'elle ne s'entende plus avec son mari, elle pourra vivre dans cette maison. J'ai commencé à faire du commerce quand je suis arrivée en ville. Dès lors, je n'ai plus jamais préparé la bière de mil, comme je le faisais avant. Les femmes mafa peuvent préparer la bière. Mais chez les musulmans, si la femme ne fait pas de l'huile d'arachide ou des beignets de haricots, alors il ne lui reste plus grand-chose à faire sauf le commerce. Depuis que j'ai adopté l'islam, je n'ai plus jamais cultivé les champs. J'avais un mari musulman et la religion dit qu'il n'est pas bon qu'une femme cultive."

Et, en effet, quand je suis revenue, un an et demi plus tard, elle avait quitté son mari et vivait dans sa propre maison, sur son propre lopin de terre à l'ouest de la ville, où de nouveaux quartiers musulmans s'étaient construits. Sa petite-fille de trois ans vivait avec elle. Mais les affaires n'allaient pas comme elle l'avait espéré. Le grand problème était que le commerce dans ce quartier, un peu à l'écart de la ville, ne rapportait pas beaucoup d'argent. Elle disait même qu'elle aurait bien voulu cultiver un peu d'arachides, mais que cela était aussi difficile: "Où pourrais-je trouver de la terre si je n'ai pas de mari qui en possède aux environs de la ville, ou si je n'ai pas de mari du tout?"

Le terrain autour de sa maison n'était pas assez grand pour y semer des arachides. Et puisqu'elle était malade, il lui était impossible d'aller faire du commerce au-delà du centre-ville. Malgré sa situation difficile elle disait constamment qu'elle devait commencer à acheter des cadeaux pour le mariage de sa petite-fille⁶.

Ces exemples indiquent quelques possibilités pour les femmes de gagner de l'argent afin de participer aux échanges matrimoniaux. Les activités mentionnées ci-dessus ne relèvent que du petit commerce. Fabriquer des couvercles et des ornements prend beaucoup de temps mais ne paie pas bien. Cueillir des goyaves pour les vendre dans la rue ne rapporte pas grand-chose non plus. La vieille femme du dernier exemple a assez bien réussi dans le petit commerce. Elle a pu acheter son propre terrain et elle a construit sa propre maison (les matériaux de construction avaient déjà coûté plus de 30.000 FCFA). Mais ensuite elle est tombée malade - trop malade pour continuer le commerce - et, comme elle n'avait pas de mari pour subvenir à ses besoins quotidiens, elle était vraiment en difficulté.

Une autre activité très répandue est la préparation et la vente de nourritures: arachides grillées, piment moulu, des beignets de haricot, etc. Presque toutes les femmes qui ont des enfants font cela. Seule une jeune mariée peut rester chez elle à ne rien faire, du moins pour quelque temps. Souvent les femmes font vendre ces produits par leurs enfants ou par un "boy" mafa. De nombreux garçons mafa se rendent en ville pour "se faire un peu d'argent". Ils ont alors besoin d'un toit et de nourriture.

⁶La femme qui a élevé une fille - soit mère, grand-mère ou marâtre - est responsable du mariage de cette fille.

Beaucoup de ménages musulmans utilisent la main-d'oeuvre de ces "boys" mafa. Dans ces activités, il y a une certaine spécialisation en fonction de l'âge. Les beignets, par exemple, ne peuvent être préparés par les femmes âgées qui, par contre, sont les seules à moudre et à vendre du piment. Elles peuvent aussi, plus facilement que les jeunes, se rendre au marché pour vendre leurs propres produits.

Evidemment, ce petit commerce ne rapporte pas beaucoup d'argent. Néanmoins, dans un contexte où les hommes ont le devoir de pourvoir aux besoins quotidiens, les femmes peuvent essayer de garder cet argent pour l'utiliser dans les échanges matrimoniaux. Comme mon amie Maïmouna le disait:

"Tu ne peux pas demander à ton mari qu'il te donne (de l'argent tous les jours), car lui-même il décide combien il te donne. C'est pour cela qu'il faut combattre. D'autre part, si tu gardes assez d'argent pour donner beaucoup à tes filles lors de leurs mariages, on dit, 'Vraiment, elle s'occupe bien de ses filles'."

L'effort qui tend à économiser les menus profits procurés par le petit commerce afin de participer aux échanges matrimoniaux est un véritable mode d'accumulation - même s'il est modeste -, qui est évidemment en dehors du contrôle de l'Etat.

La contrebande

A côté du petit commerce, les femmes ont d'autres possibilités de gagner de l'argent. Elles peuvent par exemple investir dans des maisons pour les louer ensuite. C'est une affaire très rentable, mais il est très rare qu'une femme y ait accès. Les quelques cas que je connais des femmes qui louaient des maisons concernaient toujours des femmes étroitement liées - par leur mari ou par des parents proches - à l'élite politico-administrative.

Beaucoup plus nombreuses sont les femmes qui participent à des formes de commerce de plus grande envergure, notamment la contrebande⁷. Dans cette région, la contrebande est un phénomène

⁷ Il est évidemment difficile d'estimer combien de femmes sont actives dans la contrebande à cause du caractère plus ou moins secret de ces activités. Dans l'enquête,

nouveau qui a démarré vers la fin des années soixante, pendant la guerre du Biafra⁸. La condition essentielle pour y participer est d'avoir un capital de départ. Comme la vieille femme du dernier exemple ci-dessus me disait:

"Bien sûr, j'aurais bien voulu faire de la contrebande, mais je n'en ai pas la force maintenant parce que je suis malade. Et si j'avais la force, où pourrais-je trouver l'argent pour m'engager dans la contrebande? On doit avoir un capital pour traverser la frontière, acheter des articles et payer le voyage."

Je ne connais aucune femme foubé qui se soit engagée dans cette forme de commerce plus profitable. A Mokolo, la contrebande est surtout l'affaire des femmes islamisées, soit mafa, soit d'autres groupes ethniques dont souvent les parents avaient déjà adopté l'islam.

Daada Abdelgader m'expliquait comment elle avait commencé par le petit commerce et comment elle s'était ensuite engagée dans la contrebande:

"Tu veux savoir comment on fait le commerce? Bon, on achète des affaires au bord de la route en grandes quantités, tu les amènes à la maison et tu les revends en petites quantités dans des sacs en plastique. Si tu achètes quelque chose à 40 FCFA, tu le revends à 60 FCFA. Quand tu as tout vendu, tu sépares le *daada ceede* (litt. "argent mère") et le *riba* ("bénéfice"). Avec l'argent mère, tu peux acheter de nouveau pour vendre. Si tu vois que les prix baissent, tu choisis un autre produit que tu achètes pour vendre. J'ai commencé à vendre des noix de kola, puis je suis passée à la préparation de l'huile d'arachide. Ensuite, j'ai commencé à aller au Nigéria. Tout

quand je posais des questions aux femmes que je ne connaissais pas bien, on me racontait rarement qu'on faisait de la contrebande. Mais plus d'un quart des femmes que je fréquentais régulièrement et que je connaissais bien allaient au Nigeria. J'ai l'impression qu'il y en avait moins quand je suis retournée au Cameroun en 1990.

⁸Information orale de M. W.E.A. van Beek. On faisait le trafic d'abord de produits alimentaires - surtout des produits agricoles - du Cameroun au Nigeria. Peu après, on commença d'importer des casseroles et des ustensiles d'émail du Nigeria au Cameroun. Dans les années soixante-dix le trafic augmenta, avec aussi des bouteilles de bière du Cameroun vers le Nigeria. Après 1984, lorsque les prix du pétrole augmentèrent de nouveau, le Nigeria gela les prix à l'intérieur. Alors on commença de faire le trafic de l'essence et du pétrole. Actuellement, beaucoup d'autres produits qui sont meilleurs marché au Nigeria entrent clandestinement au Cameroun - par exemple, des radios, des bicyclettes, des lits. Un nouveau poste de douane a été installé, il y a trois ans, à Mogodé, à 40 km de Mokolo, à la frontière avec le Nigeria. A Mokolo, le poste de douane existe déjà depuis plus longtemps.

ceci s'est passé avant mon mariage. Plus tard, quand je n'avais plus à porter mes enfants sur le dos, j'ai recommencé parce que, vois-tu, les maris ne donnent pas toujours à une femme tout ce qu'elle veut ou tout ce dont elle a besoin, si bien que tu dois faire un peu d'argent pour toi-même.

Mais tous les hommes ne permettent pas à leurs femmes d'aller au Nigeria. Certains pensent que leurs femmes doivent rester à la maison et certains sont jaloux. Mais d'autres encouragent leurs femmes à faire du commerce parce qu'ils pensent que c'est mieux pour une femme de faire quelque chose plutôt que de rester assise à la maison. Ainsi donc, tu peux t'arranger avec d'autres femmes pour aller ensemble. Vous payez les douaniers ici. Et quand vous arrivez au Nigeria, vous payez les douaniers là-bas trois à quatre nairas⁹. D'ici tu prends un taxi pour te rendre à... Là, tu traverses la frontière à pied, ce qui prend environ une heure. De l'autre côté de la frontière, il y a des taxis qui attendent. Si tu reviens avec des marchandises, tu prends la même route. Si les douaniers t'attrapent, tu leur donnes de l'argent pour passer ou alors tu laisses tes affaires auprès de quelqu'un qui habite sur la route et tu reviens plus tard au cours de la nuit pour les chercher. Si tu ne peux pas échapper aux douaniers par ces moyens là, tu laisses tes affaires à... et tu vas dans leur bureau pour payer les taxes d'importation.

J'emporte aussi des marchandises d'ici pour les vendre au Nigeria. Actuellement, j'achète des haricots et des arachides ici pour les vendre là-bas. J'achète par exemple un sac de haricots à 7.000 FCFA pour le revendre là-bas à 10.000 FCFA. C'est un bon profit n'est-ce pas? Ensuite, là-bas, j'achète des oranges, des noix de cola et de la farine que je revends ici pour faire encore plus de bénéfices. Quand j'étais jeune, j'ai commencé en faisant la contrebande de la farine de blé, puis des ignames, ensuite des noix de kola et, finalement, ils m'ont arrêtée quand j'ai commencé avec l'essence.

Tu peux faire beaucoup de bénéfices avec l'essence. Si tu achètes dix bidons, tu peux avoir un bénéfice de 50.000 FCFA. Je l'avais déjà fait cinq fois avant qu'ils m'arrêtent. J'avais 900.000 FCFA sur moi quand ils m'ont arrêtée. Ils ont pris tout cet argent et je devais payer le même montant parce que la contrebande de l'essence est interdite (sic). J'ai déjà payé 540.000 FCFA si bien qu'il me reste à leur payer environ 360.000 FCFA. Mais avant qu'ils m'arrêtent, j'avais déjà marié ma fille comme je l'avais voulu, avec beaucoup de cadeaux. Tu vois, pour une fille, tu peux commencer par acheter des ustensiles, des couvercles et d'autres

⁹Le naira, la monnaie nigériane, a beaucoup fluctué au cours des dernières années. La valeur marchande actuelle varie entre 27 et 37 FCFA pour 1 naira.

choses dès qu'elle commence à grandir. Pour un garçon, tu as besoin d'épargner de l'argent pour acheter de jolis pagnes à sa future femme pour le mariage. Et comme la mode varie, tu ne peux pas acheter les pagnes en avance."

Les montants dont parle cette femme sont relativement élevés. Mais pour le reste, son histoire n'est pas exceptionnelle. On fait du trafic avec presque tout: aliments, pots, plats, vêtements, essence, mais aussi pétrole, meubles, voitures, moquettes, etc. Beaucoup de marchandises sont meilleur marché au Nigeria, mais comme le disait Daada Abdelgader, elle emporte aussi avec elle au Nigeria des produits qui sont meilleur marché au Cameroun.

Cette Daada Abdelgader était une femme extraordinaire, qui était bien connue dans le quartier pour ses activités commerciales. Certaines femmes se moquaient d'elle, envieuses tout de même, parce qu'elle aurait vendu vraiment n'importe quoi en contrebande. Il est donc utile de placer à côté de cet exemple spectaculaire un autre cas, celui d'une femme mafa récemment islamisée, qui vient de s'engager dans la contrebande et qui n'a pas encore des résultats aussi impressionnants mais qui gagne tout de même assez bien.

Fatima souligne qu'elle n'a commencé la contrebande qu'après qu'elle a adopté l'islam. "J'ai appris à faire du commerce en regardant les femmes musulmanes. Ma mère a uniquement fait de l'agriculture durant toute sa vie."

Le mari de Fatima est un Mafa. Il est descendu de la montagne à l'âge de six ans, a travaillé pour les Blancs au cours des années trente et s'est islamisé. Fatima a adopté l'islam il y a environ dix ans, malgré l'opposition de ses parents. Elle l'a fait, me dit-elle, parce qu'elle aimait son mari. Elle devait avoir dix-huit ans lorsqu'elle s'est mariée. Ensuite, elle a vécu en ville et a vu que toutes les femmes autour d'elle faisaient du commerce. Très vite elle a commencé aussi.

La première femme de son mari est un prodige en matière de commerce, comme le chante d'ailleurs le mari lui-même. Fatima a suivi attentivement les pas de cette femme dans le commerce. Voici déjà quelques années maintenant que Fatima traverse la frontière avec d'autres femmes:

J'ai commencé par la préparation des "beignets". J'ai épargné les bénéfices. Puis j'ai acheté des marchandises au marché, que j'exposais sur "l'étagère" devant la maison pour la vente. Tu peux faire dix francs, même quinze francs de bénéfice avec une boîte de tomate. Les gens viennent l'acheter chez toi plutôt que de courir jusqu'au marché. Quand tu as fait suffisamment d'épargne, tu peux te décider à aller au Nigeria. Il y a trois ans - (c'est-à-dire en 1986, JvS) - je l'ai fait pour la première fois".

D'abord, elle achetait des pots et des casseroles au Nigeria, qu'elle revendait à Mokolo. Ces marchandises sont des éléments indispensables de la dot et elle faisait donc de bons bénéfices. Mais elle m'expliquait que c'est une véritable tracasserie de voyager avec ces marchandises: elles se brisent facilement et occupent beaucoup de place. Maintenant, elle préfère faire le commerce d'étoffes et de vêtements d'enfants. Elle continue de vendre des marchandises dans la rue devant sa maison: sucre, bonbons, noix de kola, etc. Comme son mari est trop âgé pour travailler, elle doit utiliser aussi son propre argent pour les besoins du ménage. Ses revenus sont nettement inférieurs à ceux de Daada Abdelgader, de l'exemple précédent. Mais tout de même, Fatima aussi peut épargner une grande partie de ses bénéfices pour la dot de sa fille. Elle a déjà acheté des ustensiles, des plats et des casseroles pour cette dot qu'elle garde en un endroit secret. Et une bonne partie de ses revenus est utilisée pour acheter des cadeaux pour les mariages des enfants de ses co-épouses ou de ses amies. Elle ne m'a pas dit combien de bénéfice elle fait exactement, mais on peut estimer que ses revenus, même s'ils sont inférieurs à ceux de Daada Abdelgader, sont néanmoins considérables¹⁰.

Les exemples ci-dessus indiquent également que les femmes sont capables d'accumuler assez d'argent dans le petit commerce pour entrer dans la contrebande.

¹⁰ Si l'on veut faire un calcul très approximatif, on peut se baser sur le fait que Fatima est membre de deux groupes d'épargne ("tontines"). Elle cotise 2.000 FCFA par semaine dans un groupe et 5.000 FCFA tous les quinze jours dans un autre. Lorsque c'est son tour de "toucher" tout l'argent cotisé, elle essaie en principe de le garder pour des dépenses importantes, par exemple en relation avec les échanges des cadeaux de mariage. Si l'on ajoute à l'argent qu'elle cotise chaque semaine dans ses groupes un montant de 5.000 FCFA pour les dépenses hebdomadaires du ménage, elle devait donc gagner à peu près 10.000 FCFA par semaine. C'est une estimation très approximative qui peut tout de même donner une idée de grandeur sur ces sommes.

Les hommes, bien sûr, font eux aussi de la contrebande. Ils font du trafic de marchandises que les femmes ne vendent pas, telles que les voitures, les vélos, les motos ou les matériaux de construction. Et même s'il s'agit de marchandises que les femmes vendent aussi, les hommes, contrairement aux femmes, vendent leurs produits dans des boutiques au marché. Comme Fatima me l'expliqua :

"Ce ne serait pas digne d'une femme de vendre au marché. Seules les femmes âgées peuvent vendre des piments ou du sel. En outre, les gens vous embêtent trop quand vous vendez au marché. Tu dois payer la patente et des taxes pour les bénéfices que tu fais."

Les femmes vendent leurs marchandises plutôt dans la rue devant leurs maisons ou même dans les maisons. Par ses relations, une femme sait qui est sur le point de se marier et aura donc besoin de marchandises. L'inverse est également vrai. Les femmes savent qui fait de la contrebande. Aussi, lorsqu'on a besoin de quelque chose de spécial, on peut le commander chez ces marchandes avant qu'elles ne traversent de nouveau la frontière.

A première vue, ces activités de contrebande semblent s'effectuer complètement dans un circuit informel, comme c'est le cas pour le petit commerce. Chazan (1989, p. 126) voit dans la contrebande le signe par excellence de l'émergence d'une économie "non-formelle" qui serait la manifestation d'une séparation croissante entre l'Etat et l'économie de certains groupes sociaux. Mais on pourrait se demander si ces activités illégales des femmes de Mokolo ne relèvent pas d'un processus différent. A certains égards, la contrebande n'est certainement pas en dehors des circuits de l'Etat. Au contraire, on peut même dire que, dès que les femmes commencent à faire de la contrebande, elles doivent négocier avec les représentants de l'Etat. Ou, pour le dire plus directement, elles doivent ou bien payer les taxes d'importation ou - pratique sans doute plus régulière - soudoyer les douaniers. Ainsi, on pourrait dire qu'une partie de leurs revenus, à travers la corruption des douaniers, est redistribuée par les canaux de l'Etat.

A cet égard, il est important de constater que, dernièrement, la contrebande paraît devenir toujours plus difficile, à cause de la pression croissante des agents de l'Etat. Mon amie Maïmouna vient de m'écrire :

"La route est 'semée' là-bas. C'est-à-dire qu'il y a beaucoup de policiers qui dérangent les gens. Ce n'est pas comme avant, quand tu étais ici (c'est-à-dire en 1986-1988). Alors, on pouvait toujours passer. Après ton départ, tout a changé. Tu pars pour acheter quelque chose de 500.000 FCFA et la police te demande 30.000 FCFA pour sortir; ensuite tu dois payer la voiture et les gens qui te font traverser. Les policiers demandent aussi quelque chose. Après tu payes le transport de ... à Mokolo et puis même ici à Mokolo les douaniers demandent de l'argent. Si tu ne payes pas, on amène tout à la brigade. Je te dis, j'ai perdu toutes mes marchandises comme ça, un jour. Alors je me suis arrêtée. J'ai un ami qui m'entretient, pour le moment."

Nous reviendrons sur les relations entre les femmes et les agents de l'Etat. D'abord, il faut voir comment l'argent accumulé à travers le petit commerce et la contrebande est investi.

Investir dans la dot

De nos exemples il ressort que les femmes utilisent souvent leurs bénéfices pour acheter des cadeaux de mariage. Mais il est difficile de déterminer quelle part exacte de leurs revenus est utilisée pour ces dépenses. Les articles échangés sont presque toujours les mêmes mais les quantités varient selon la famille. Un exemple - le cas d'un mariage pas vraiment riche mais pas simple non plus - peut tout de même donner une idée de quelles sortes d'échanges il s'agit.

Dans ce cas, le fiancé et son père ont commencé les échanges matrimoniaux en donnant 60.000 FCFA au père de la fiancée, qui a utilisé l'argent pour acheter de l'équipement ménager pour sa fille: lit, armoire, nattes, matelas, oreillers, etc. Le fiancé a dû en outre acheter des pagnes, du savon, des sous-vêtements, du parfum, des chaussures, des pommades pour sa future femme. Il y a été aidé par ses parents, surtout par les femmes de sa famille: par ses soeurs et ses tantes mais aussi par des parents plus éloignés et par des amis. On m'a dit que dans ce cas le fiancé avait acheté huit pagnes (dont le prix varie entre 6.000 FCFA et 30.000 FCFA). Les parents ont ajouté 22 autres pièces d'étoffe du même prix et d'autres cadeaux comme des chaussures, du parfum, du savon, des bijoux, etc. Tous ces cadeaux ont été répartis en plusieurs

valises: une valise pour la fiancée même, une pour les co-épouses, une pour la mère de la fille, une pour ses tantes, etc¹¹. Dans les familles riches, on remplit aussi une valise pour le père de la fiancée avec des vêtements d'homme, des noix de kola, du parfum et du savon.

Les parents de la fiancée lui donnent des ustensiles de cuisine: casseroles, plats, tasses, bols, louches, fourchettes, couteaux et bassines. Souvent la femme n'a pas du tout besoin de toutes ces choses. Surtout pour les casseroles, les quantités et les tailles sont si grandes que la femme ne pourra jamais toutes les utiliser. Elle les exposera simplement dans sa chambre afin que tout le monde puisse constater combien de cadeaux on lui a donné pour son mariage. Les ustensiles sont accompagnés de sacs de petit mil moulu ou de riz et beaucoup de biscuits et de bonbons. A part la mariée, la mère ou d'autres femmes de la famille du fiancé reçoivent aussi ces ustensiles.

Il est presque impossible de calculer combien tous ces cadeaux ont coûté au total. Une grande casserole ou d'autres ustensiles peuvent facilement coûter 7.000 FCFA. Il n'est pas exceptionnel qu'on accumule plus de cent pièces lors d'un mariage. En outre, il faut ajouter quelques calebasses en bois (2.000 FCFA la pièce), des couvercles (3.000 FCFA chacun), au moins deux bassines (500 FCFA), des plateaux, des plats, des théières, des tasses, etc. Quelque fois le père de la fiancée donne aussi de l'argent au père du fiancé (par l'intermédiaire d'une tante maternelle de la fiancée). Dans le cas du mariage que l'on vient de citer, il a donné 50.000 FCFA.

Les exemples de Daada Abdelgader et de Fatima montrent que des femmes commencent très tôt à stocker des ustensiles pour le mariage de leurs propres filles, quand celles-ci sont encore très jeunes¹². Mais elles ont en outre besoin d'argent pour les mariages des filles de leurs amies et de leurs parents.

¹¹Chaque co-épouse doit recevoir la moitié du nombre des pagens reçus par la mariée elle-même.

¹²C'est-à-dire lorsque les filles n'ont que 4 ou 5 ans. Les filles se marient encore jeunes, autrefois lorsqu'elles n'avaient que 12 ou 13 ans. Aujourd'hui, les femmes disent souvent que c'était trop jeune et maintenant, on veut attendre un peu, par exemple jusqu'à ce qu'une fille ait "déjà" 14 ou 15 ans.

La dot comme système d'épargne

Pour une femme, investir dans la dot de ses amies et de ses parents constitue un important compte d'épargne pour le mariage de sa propre fille. Les femmes parlent en effet "d'un système de banque".

"Même si tu n'es pas très riche, tu donnes un peu lorsqu'une amie doit marier sa fille. C'est comme un crédit de banque. Si tu donnes, les gens te donneront en retour quand ce sera le tour de ta fille de se marier. Quand tu es pauvre, les gens comprennent que tu ne peux pas donner beaucoup; et les gens riches te donneront des cadeaux plus chers quand ton tour viendra. Si tu donnes beaucoup à des gens qui ne peuvent pas t'en donner autant parce qu'ils ne sont pas aussi riches, tu devras comprendre leur situation et accepter ce qu'ils te donnent. Ce n'est pas très grave. Mais tu ne dois jamais donner quelque chose de valeur identique: c'est une insulte... Ainsi donc, donne et donne pendant que ta fille grandit afin de recevoir en retour quand elle se mariera..."

Le fait que les femmes parlent d'un système bancaire est d'un intérêt particulier dans le contexte de ce chapitre, où il s'agit des modes d'accumulation en marge des circuits officiels contrôlés par l'Etat. Mais le système de la dot ne constitue pas leur seule forme d'épargne. Presque toutes les femmes mentionnées ci-dessus sont engagées dans des tontines, des associations d'épargne qui se réunissent régulièrement, où chaque membre "cotise" et, tour à tour, "touche" la somme totale. Nous avons déjà mentionné que Fatima était membre de deux tontines; elle donnait au total 4.500 FCFA par semaine. Mon amie Maimouna donnait chaque semaine 2.000 FCFA avec douze personnes. Ainsi donc, elle touchait une fois par trimestre 24.000 FCFA. Si l'on considère le fait que presque tous les hommes, aussi bien que les femmes, participent à des "tontines", on se rend compte que les montants qui circulent dans ce système d'épargne parallèle sont vraiment importants. Il est clair que l'Etat n'a pas de contrôle sur ces circuits.

Une forme d'accumulation improductive?

Au vu de ce qui précède, on peut conclure qu'à maints égards l'économie des femmes de Mokolo est autonome. Le stimulus pour

l'accumulation vient de l'intérieur du système: de l'obligation de participer aux échanges de cadeaux de mariage. Dans ce but les femmes gagnent de l'argent en dehors du secteur économique formel contrôlé par l'Etat - par des activités informelles (le petit commerce) ou même illégales (la contrebande). En outre, leurs systèmes d'épargne ont un caractère hautement non officiel.

On pourrait, certes, conclure que cet effort d'accumulation est non productif, dans le sens où les ressources accumulées ne sont pas réinvesties dans des entreprises productives qui seraient profitables du point de vue économique. La question est donc de savoir ce que les femmes tirent de cette forme d'"accumulation non productive". La réponse est assez simple: un renforcement de leur statut dans la communauté musulmane.

Cela vient par exemple du fait que la richesse est ouvertement exhibée. Aussi bien dans la case de la fiancée que dans celle du fiancé, les cadeaux sont exposés pour bien les montrer aux visiteurs. Lorsque les parents du fiancé transfèrent les valises avec les pagnes dans la maison de la fiancée, le contenu est scrupuleusement compté. Les femmes de la famille de la fiancée transportent les casseroles et les ustensiles sur la tête vers la maison du fiancé en poussant de grands cris pour attirer l'attention de tous les gens du quartier.

Mais il peut être erroné de supposer que cette tendance à utiliser des ressources pour renforcer son statut social est non productive, même d'un point de vue strictement économique. Avant d'opposer "profit économique" et "statut social" comme deux buts différents, il faut se souvenir que dans la société foubé hiérarchisée, le statut paie. On peut même dire que "statut" signifie "profit". Une femme comme Daada Abdelgader, qui est bien connue pour son succès dans le commerce, a la réputation de contribuer avec largesse aux mariages de ses parents et de ses amies. Mais elle gagne beaucoup en retour parce que les gens sont ainsi plus enclins à acheter chez elle. Dans ce sens, des investissements qui ne semblent avoir qu'un but social peuvent en réalité apporter des profits importants¹³. Pour les femmes de Mokolo, statut et profit ne se distinguent pas nettement.

¹³On peut ajouter que la façon dont des femmes utilisent leurs revenus du petit commerce comme capital de base pour entrer dans la contrebande est un bon exemple

Les femmes et l'économie formelle

Les femmes s'engagent aussi dans l'économie formelle. Cela devient possible lorsque leurs investissements dans le circuit des dots atteignent un point de saturation. Apparemment, des femmes plus âgées s'arrêtent d'accumuler à ce moment. Elles ne sentent pas la nécessité de gagner encore plus d'argent. Leurs filles ont déjà été mariées et elles ont acquis un stock relativement important de cadeaux reçues à l'occasion de ces mariages (lors d'un mariage, la mariée n'est pas la seule à recevoir des cadeaux, mais aussi sa mère, ses tantes, etc.). Lorsqu'une femme pense que ce stock lui suffira pour remplir ses obligations lors des futurs mariages des enfants de ses parents et de ses amies, elle peut préférer s'asseoir tranquillement à la maison. Néanmoins, le cas qui suit est un bon exemple d'une femme qui a continué à accumuler du capital par ses activités commerciales et qui a investi cet argent de façon nettement productive.

Il s'agit de Daada Maïmouna, dont la mère a été réduite en esclavage vers 1910. Après sa libération, la mère est retournée à Mokolo avec son mari vers 1925 et a commencé à cultiver la terre. Elle a gagné suffisamment d'argent pour investir dans la dot de sa fille. Cette dernière raconte:

"En ces temps-là (son premier mariage a dû avoir eu lieu il y a environ trente-cinq ans), le montant n'était pas aussi élevé que maintenant. Il n'y avait pas ces plats modernes, ces casseroles et ces bols. On ne donnait que les anciennes calebasses avec des *beddou* (couvertures) et quelques plats.

C'est ma mère qui m'a appris à faire du commerce. Elle-même, elle cultivait. Elle faisait de l'huile d'arachide et c'est moi qui allais la vendre au marché. Ainsi j'ai appris le commerce. Elle trouve toujours quelque chose à vendre, même aujourd'hui. La première année de mon mariage, je ne faisais rien en dehors des travaux domestiques. C'était si bon de rester à la maison et de ne rien faire, sans souci - uniquement faire la cuisine et manger. Mais dès que j'ai eu des enfants, j'ai jugé qu'il valait mieux faire quelque

d'une accumulation avec un but nettement productif, même dans une perspective purement économique.

chose parce que mes enfants auraient besoin de toutes sortes de choses pour leur mariage. Ainsi donc, j'ai commencé à vendre des noix de kola. Dans un premier temps j'en achetais de petites quantités à des gens qui en ramenaient de Madagali; puis je les revendais à Mokolo. Ensuite - il y a dix ou quinze ans environ - j'ai commencé à aller moi-même à Madagali pour en acheter de grandes quantités que je venais vendre ici à Mokolo. Je les revendais ici au double du prix auquel je les achetais à Madagali. Après, j'ai acheté du piment en grande quantité que j'écrasais et revendais au marché. Ensuite, j'ai commencé à faire le commerce des plats et des ustensiles. Je les achetais à Mobi au Nigéria et je les vendais ici.

Ma fille m'aidait aussi dans le commerce. Elle n'avait pas besoin de la permission de son mari pour cela puisqu'elle avait divorcé et vivait dans la cour de son père¹⁴. Pendant ce temps-là, mes enfants s'étaient déjà mariés et je pouvais donc épargner de l'argent."

Selon sa fille, depuis longtemps elle possède quelques maisons. De plus cette femme a récemment (1989) investi ses revenus dans des entreprises plus officielles¹⁵. Elle aurait pu faire cela avec le capital qu'elle avait épargné avec son commerce. Elle complèta la somme dont elle avait besoin pour acheter ses entreprises avec les capitaux qu'elle "touchait" dans sa "tontine"¹⁶.

Ce qui est important c'est qu'elle a préféré rendre son entreprise officielle en payant les taxes et même les droits de douane requis. Ses affaires marchaient très bien. Lorsque j'ai quitté Mokolo en 1990, elle avait accumulé suffisamment de capital pour accomplir l'un des cinq devoirs de la religion musulmane: elle se préparait à aller à La Mecque au cours de cette année. Ainsi elle deviendrait une El Hadji - quelqu'un qui est allé à La Mecque, ce qui lui donnerait un statut très élevé.

¹⁴Son père et sa mère - la femme dont il s'agit dans cette étude de cas - avaient divorcé depuis longtemps et vivaient donc séparés.

¹⁵Pour des raisons de discrétion, je ne peux pas donner de détails sur ce sujet. La femme dont il s'agit deviendrait trop facile à reconnaître pour des gens qui connaissent Mokolo.

¹⁶A la fin des années quatre-vingt, Daada Maïmouna était membre d'une tontine de 13 personnes qui cotisaient chaque mois 12.000 FCFA, donc chaque membre touchait une fois par an 144.000 FCFA.

De cet exemple, il ressort que, quand un certain point de saturation est atteint pour ce qui concerne les investissements dans le circuit des dots, surtout quand une femme devient plus âgée et a déjà marié tous ses enfants, elle peut entrer dans l'économie formelle. Dans le cas précédent une commerçante réussit ainsi à accumuler tant d'argent qu'elle peut aller à La Mecque, ce qui fera d'elle une femme très importante dans la communauté. Mais dans ce contexte, il faut souligner que le statut paie et que statut social et profit économique sont difficiles à distinguer. Les gens qui vont à La Mecque accomplissent un devoir religieux, mais ils font également du commerce. Ils ramènent des marchandises à vendre. Certains El Hadjis reviennent par exemple avec des pièces d'argent qui seront fondues pour fabriquer des bijoux que l'on peut vendre avec de grands bénéfices. D'autre part, on peut s'étonner que la commerçante en question, qui possédait des entreprises officiellement enregistrées et qui gagnait beaucoup d'argent, ait continué à faire du petit commerce et se soit rendue souvent au marché pour vendre elle-même sa marchandise. Apparemment, elle éprouvait le besoin de garder le contact avec le secteur informel qui avait été à la base de sa fortune. Car son succès économique dépendait de son statut social dans la communauté islamique. On peut se demander si de telles activités économiques ne se heurtent pas à l'idéologie musulmane.

Les activités économiques des femmes et l'idéologie musulmane

Deux thèmes de l'idéologie musulmane, qui ont des implications divergentes pour le rôle des femmes dans le commerce, nous intéressent particulièrement. D'une part, l'idée que le mari doit entretenir sa femme, ce qui signifie qu'une femme peut accumuler ses revenus à elle et ne doit pas les dépenser pour les frais quotidiens du ménage. D'autre part, l'idée qu'une femme doit rester à la maison, ce qui peut entraver ses activités commerciales.

Quant au premier aspect, il faut souligner que, souvent, les hommes ne peuvent pas complètement remplir leur obligation d'entretenir leur famille. C'est notamment le cas de Fatima dont le mari était devenu trop vieux pour l'entretenir, ou, plus encore, celui de Daada Abdelgader

qui avait perdu son mari. Dans des cas semblables, un avantage relatif pour la femme peut être que, dès qu'elle contribue aux dépenses du ménage, elle devient moins soumise à son mari. Si ce dernier exige qu'elle reste à la maison - et ici nous touchons au deuxième aspect de l'idéologie musulmane -, elle peut toujours répondre qu'elle doit sortir afin de pourvoir aux besoins du ménage.

Mais comment se débrouillent les femmes dont les maris pourvoient effectivement aux dépenses du ménage, de sorte qu'ils peuvent exiger qu'elles restent au foyer? Comment essayent-elles de "négocier" le rôle de la femme, tel qu'Ousmane dan Fodio l'a prescrit? A ce sujet, il est important de souligner les différences entre le commerce des femmes et celui des hommes. Ces derniers vendent leurs produits surtout au marché. Mais le petit commerce des femmes concerne principalement des aliments qui peuvent être vendus devant la maison. D'autres marchandises peuvent être vendues en ville par l'intermédiaire de jeunes enfants ou de "boys" mafa. Ces garçons mafa jouent un rôle crucial dans les activités commerciales des femmes foulbé et islamisées. Autrefois - jusqu'à la Première Guerre mondiale - c'étaient des esclaves capturés dans la montagne (cf. plus haut). Maintenant, ces enfants viennent en ville de leur propre initiative pour y "trouver de l'argent". Ils cherchent une maison où ils peuvent trouver à manger et le gîte. En contrepartie ils font toutes sortes de petits travaux tel que la vente des produits préparés par leur maîtresse. Ils peuvent aussi accepter du travail d'autres femmes qui ne disposent pas d'un "boy" permanent.

A Mokolo, ce sont surtout les femmes foulbé qui organisent leurs activités de manière à ne sortir que rarement elles-mêmes pour vendre leurs marchandises. Mais quant aux femmes islamisées, il faut se souvenir qu'elles n'avaient pas du tout l'habitude de rester à la maison avant leur conversion à l'islam. Presque toutes ces femmes évoquaient immédiatement la règle selon laquelle une femme doit rester à la maison dès que je leur parlais de ce sujet. Mais, dans la pratique, il semble qu'elles négligent cette règle plus facilement que les femmes foulbé, surtout quand elles se rendent compte du bénéfice que la contrebande peut leur rapporter. Bien qu'elles adoptent la plupart des traits culturels des Foulbé, elles sont moins strictes sur ce point. Comme que le mari de Fatima se plaignait:

"Dans les montagnes, les femmes mafa sont très gentilles. Elles s'occupent bien de leur mari et évitent qu'il gagne la route avec un estomac vide. Elles sont comme les femmes des Blancs. Les femmes foubé sont aussi gentilles. Elles se lèvent tôt le matin pour préparer la bouillie (*gari*) pour leur mari. Par contre, ce sont les femmes mafa islamisées qui causent le plus de problèmes. Elles ne connaissent plus aucune règle et elles ne se comportent plus comme il faut."

En même temps, il était très fier, comme je le disais plus haut, du succès commercial de sa première femme qui avait fait beaucoup de bénéfices et qui était capable "de faire du commerce de toutes choses".

Pour le petit commerce, la plupart des femmes, même des femmes islamisées, utilisent le service des "boys". Mais lorsqu'il s'agit de la contrebande, elle le font elles-mêmes. L'exemple de Daada Maimouna, qui a eu tant de succès qu'elle a pu aller à La Mecque, montre que, quand il s'agit d'entreprises de plus grande envergure, une femme a de nouveau besoin de "boys". Pour Daada Maimouna, il était hors de question de conduire ses affaires seule. Elle engageait des "boys" mafa pour l'assister et leur payait un salaire hebdomadaire de 5. 000 FCFA. Lorsque je lui demandai comment les femmes se débrouilleraient s'il n'y avait plus de "boys" mafa, elle me répondit sèchement qu'il y avait toujours eu des "boys" et qu'il y en aurait toujours pour aider les femmes dans leurs affaires.

Finalement, nous devons mentionner l'influence croissante des femmes non musulmanes dans le commerce à Mokolo. Depuis 1982, l'hégémonie foubé sur le plan national et ensuite régional s'est considérablement affaiblie. Ceci ne signifie pas seulement que des non-musulmans peuvent réussir à atteindre de hautes fonctions officielles mais aussi que leur rôle sur le marché devient toujours plus important. Aussi les femmes mafa non islamisées s'engagent-elles de plus en plus dans le commerce, elles ne se contentent pas de la vente de leurs produits maraîchers. C'est d'autant plus nécessaire pour elles parce que l'accès à la terre aux environs de la ville devient plus difficile. Les femmes mafa non islamisées en ville continuent de vendre de la bière de mil, fabriquée par leurs soins. Mais elles semblent découvrir aussi que le commerce d'autres produits peut être profitable. Sans doute - ainsi que me le disait Daada Maimouna, elles ne tarderont pas à se rendre compte

des avantages de la contrebande. Les femmes musulmanes sont très conscientes de ces changements survenus dans les occupations des femmes mafa non islamisées. Elles les expliquent comme un premier effet de leurs contacts avec "la civilisation". Comme les femmes mafa non islamisées ne sont pas obligées d'investir leur argent dans la dot de leurs filles, il serait intéressant de suivre ces changements pour savoir comment elles investiraient leurs revenus.

Conclusion

Nous avons analysé les activités économiques des femmes mafa après leur conversion à l'islam afin de voir pourquoi elles essayent d'accumuler de l'argent, quelles sont leurs chances de réussite et quelle est la relation de leurs activités avec l'Etat. Est-ce que la thèse de Mbembe (1988), qui dit qu'en Afrique postcoloniale le marché est enchâssé dans la politique, s'applique également aux activités économiques de ces femmes? Ou est-ce qu'il s'agit d'une sphère plus autonome?

Nous avons vu que les femmes islamisées ont surtout besoin d'argent pour participer aux échanges de cadeaux de mariage, obligation sociale inévitable dans cette société plus ou moins fulbéisée. Pendant les premières années de leur mariage, elles peuvent rester "tranquillement" à la maison. Mais dès que leurs enfants grandissent, elles essayent de gagner de l'argent d'une façon ou d'une autre afin de commencer à accumuler des cadeaux pour leurs mariages. Ainsi, les femmes essayent de développer des activités économiques à elles. Le plus souvent, il s'agit de petit commerce. Mais un nombre considérable de femmes entrent dans la contrebande et gagnent ainsi d'importantes sommes d'argent.

La plupart des activités économiques des femmes se passent en dehors de l'économie formelle. Il est exceptionnel qu'une femme ait un travail salarié - et dans ce cas, il s'agit souvent de femmes islamisées - ou qu'elle fasse des affaires dans le secteur formel. Il est par exemple rare qu'une femme ait un magasin ou un emplacement officiel sur le marché, comme les hommes. Sur le marché, elle pourrait être contrôlée par les agents de l'Etat. Les femmes préfèrent acheter et vendre leurs produits dans un circuit informel en dehors du contrôle de l'Etat. Elles

vendent leurs marchandises devant leurs maisons ou elles envoient des enfants et des "boys" mafa chez leurs clients. Les femmes plus âgées peuvent vendre au marché mais jamais dans des magasins officiels comme les hommes. Les marchandises provenant de la contrebande sont également vendues chez elles.

Ainsi, des femmes réussissent à accumuler de l'argent. Il est important de souligner que la raison qui les y pousse est interne à l'organisation domestique: l'obligation d'investir de l'argent dans les dots de leurs enfants et dans les cadeaux de mariage lorsque leurs parents ou leurs amies marient leurs enfants. Les femmes parlent de ces investissements dans les mariages des autres comme d'un système bancaire. Plus on donne aux mariages des autres, plus on reçoit lors du mariage de sa propre fille. Investir dans des cadeaux de mariage est un système d'épargne. Une autre forme d'épargne à laquelle presque toutes les femmes participent est le fameux système de "tontines" ou "associations de cotisation". Je ne connais aucun exemple de femme qui mette son argent dans une banque officielle.

La conclusion suivante s'impose donc: l'économie des femmes de Mokolo est à maints égards un système autonome en dehors de l'Etat. Conformément à l'opinion de Chazan (1989), il semble qu'ici encore la démarcation entre le public (la politique de l'Etat) et le privé (les affaires des femmes) suive la distinction entre les sexes (*gender*). Les femmes n'occupent que rarement des fonctions publiques. Les hommes qui font du commerce entrent en contact avec l'Etat tandis que les femmes l'évitent.

D'autre part, la séparation des affaires des femmes et de l'Etat n'est pas complète. Nous avons vu que, lorsque les femmes s'engagent dans la contrebande, elles sont obligées d'entrer en contact avec les douaniers et autres agents de l'Etat. Chazan a peut-être tendance à séparer trop strictement la contrebande, en tant qu'activité économique informelle, de l'Etat. Pour les femmes de Mokolo, c'est justement le point où elles doivent entrer en contact avec l'Etat, pour payer les taxes ou bien essayer de corrompre les douaniers. Récemment, les agents de l'Etat ont intensifié leurs efforts pour avoir plus de prise sur ce secteur fructueux. Etant donné les efforts concertés des représentants de l'Etat pour avoir part aux profits du trafic, l'autonomie de ce secteur vis-à-vis de l'Etat paraît pour le moins relative.

Revenons à notre sujet central: comment les femmes investissent l'argent qu'elles ont accumulé. Est-ce qu'on peut parler d'une "accumulation non productive" (Berry 1985), parce que l'argent est utilisé pour acheter des cadeaux de mariage? Quels sont les avantages d'un tel investissement pour les femmes?

D'un point de vue strictement économique, ces investissements semblent en effet peu rentables. Ils ne rapportent pas de bénéfices que les femmes pourraient réinvestir dans leurs entreprises commerciales. Néanmoins, nous avons vu que, dans le système social fortement hiérarchisé des Foulbé, il est difficile de faire la distinction entre statut social et profit économique. On peut même dire que le statut paie. Plus on peut investir dans les mariages des autres, plus on gagne en statut. Et ainsi on est assuré d'avoir des clients, ce qui est un avantage économique très net, surtout lorsqu'on essaie de faire des bénéfices dans le secteur informel.

En outre, il faut souligner qu'après un certain stade - lorsqu'une femme a tant investi dans le circuit des dots qu'elle a accumulé un vrai stock de biens de mariage -, elle peut se décider à investir dans des entreprises formelles. Dans ce chapitre, j'en donnais un exemple. On connaît également des cas de femmes, dont les maris ont un accès spécial aux centres de pouvoir régionaux, qui investissent dans des maisons ou des terrains à bâtir.

Une dernière question est de savoir si les femmes, en raison de leur autonomie relative, profitent vraiment de la crise actuelle de l'Etat, comme le suggère Parpart (1989). Malheureusement, je pense que pour les femmes de Mokolo la réponse est négative. Dans la société musulmane de Mokolo, un homme doit entretenir ses femmes et ses enfants. Mais s'il a moins d'argent - par exemple, à cause d'une baisse de son salaire -, il peut moins donner à sa femme, même si les prix montent. Il est probable que la femme devra davantage assister son mari dans ses obligations. En outre, lorsque les hommes auront moins d'argent, ils achèteront moins aux commerçantes et le petit commerce deviendra moins profitable. La même chose vaut pour les femmes qui ont moins d'argent. Elles peuvent se décider à supprimer par exemple les oranges - que Daada Abdelgader dans une des études de cas précédentes faisait venir du Nigéria - du menu quotidien. Par conséquent, les femmes gagneront moins dans le commerce qu'avant. La

même chose vaut pour la contrebande. On peut se demander si les femmes, qui dans les études de cas ci-dessus gagnaient tant dans ce trafic, n'ont pas profité d'une sorte de "niche" laissée temporairement en marge par les agents de l'Etat. Apparemment, les efforts de ces derniers pour avoir part aux profits de ce secteur s'intensifient. A cause de la crise, les fonctionnaires aussi sont poussés à exploiter jusqu'à la limite toute possibilité de gagner un surplus, ce qui a déjà eu des effets assez décourageants pour les commerçantes.

Les femmes de Mokolo parlent beaucoup de la crise de l'Etat. On l'évoque par exemple pour expliquer pourquoi on peut contribuer si peu à un mariage. Cela aussi pourrait mener à une spirale descendante. Si le volume des dots et des autres cadeaux de mariage diminue, il y aura moins de demande pour les marchandises que les femmes ont vendues avec des bénéfices considérables ces dernières années. Ce qui signifierait de nouveau baisse des revenus pour les femmes.

Malheureusement, l'optimisme de Parpart ne paraît donc guère correspondre à la situation des femmes de Mokolo. Il y a lieu de se demander si l'autonomie relative de leurs activités économiques est suffisamment grande pour les empêcher d'être entraînées dans la spirale descendante de la crise.

Conclusion

Jean-François Bayart

Nul ne doute plus - à l'heure du "déclassement" de l'Afrique noire dans le système international, du fardeau de la dette et de la grande clameur démocratique qui exige des dirigeants le rapatriement de leurs avoirs extérieurs - que le problème de l'accumulation soit absolument crucial au sud du Sahara. Mais nul ne devrait non plus douter, en refermant ce volume, que nous ayons à profondément renouveler notre manière de poser ledit problème, après plusieurs décennies de ratiocinations économicistes, dépendantistes, ou néo-marxistes. Les débats du colloque de Leiden ont donné la mesure du rapport complexe que les processus d'accumulation entretiennent avec l'Etat, au Cameroun comme ailleurs dans le sous-continent et dans le reste du monde. Par commodité, résumons ces discussions à deux points essentiels, qui importaient plus spécialement aux initiateurs de la réunion, Peter Geschiere et Piet Konings.

D'une part, ce rapport de l'accumulation au pouvoir politique est régionalement différencié. Ce qui revient à souligner, d'un point de vue spécifique, un constat plus général: la trajectoire d'un Etat dit nation n'est que la résultante dynamique et instable de trajectoires de terroir, et ses fondements sociaux sont hétérogènes à l'échelle de son territoire. Peu de pays africains illustrent aussi bien que le Cameroun ce quasi-théorème.

D'autre part, ce rapport organique de l'accumulation au pouvoir n'est ni simple, ni exclusif: historiquement, il n'est pas propre à l'Afrique; et politiquement ou économiquement, il ne se résume pas à un antagonisme entre l'Etat et la société, ou entre l'économie formelle et le secteur informel, ou entre l'économie de marché et l'économie étatique, ou, enfin, entre différents types de bourgeoisie. Une fois admis ces évidences, on peut tourner définitivement le dos au verbiage sur la "corruption" des élites africaines, dans laquelle la Banque mondiale croit encore voir une explication de la crise actuelle du sous-continent,